

# Document

## Le syndrome japonais menace la Chine

(Source : slate.fr)

### 16.10.10

Cette année, la Chine a ravi au Japon la place de deuxième puissance économique mondiale, un changement dans la hiérarchie qui n'étonnera pas ceux ayant été un peu attentif ces vingt dernières années.

La véritable surprise, c'est que le Japon ait toujours été numéro 2. Tout comme le faire-part de décès d'un oncle lointain vous rappelle qu'il était toujours en vie, ce qu'il y a de remarquable avec le Japon, c'est comment ce pays est sorti furtivement de la scène mondiale. Une telle disparition est extraordinaire pour un pays dont l'hégémonie mondiale avait tout du fait accompli\* voici encore vingt ans. Mais l'ancien rouleau-compresseur asiatique des exportations s'est ratatiné, et cela par sa propre faute. Le livre Japan as Number One [Le Japon médaille d'or] se languit aujourd'hui à la 400 000ème place sur Amazon tandis que When China Rules the World [Quand la Chine mène le monde] est un best-seller.

Le truc drôle, c'est que le gros du modèle économique chinois a été emprunté au Japon: financer les investissements domestiques par des exportations à bas prix tout en exaspérant ses partenaires commerciaux. A certains moments, on a l'impression que seuls les noms ont changé. A l'époque, les constructeurs automobiles de Détroit accusaient Honda et Toyota de déverser des flots de berlines économiques et peu gourmandes en carburant sur les mères de famille américaines; aujourd'hui les secrétaires au Trésor s'arrachent les cheveux sur un yuan sous-évalué tandis que les excédents commerciaux chinois enflent.

### L'explosion de la bulle

Mais même si l'idée d'avoir battu le Japon à son propre jeu a tout pour être agréable aux yeux des dirigeants chinois, la plaisanterie pourrait bientôt se retourner contre eux. En fait, il faudrait mieux qu'ils sortent rapidement du sillage du développement japonais. Certes, le boom des exportations japonaises a permis au pays de connaître une croissance stellaire pendant quatre décennies. Mais la sous-évaluation de sa monnaie a provoqué l'explosion d'une des bulles financières les plus importantes de l'histoire, une explosion dont le Japon a toujours du mal aujourd'hui à se remettre. La tristement célèbre démographie japonaise n'a rien fait pour arranger les choses, mais les Chinois ne s'en sortent pas vraiment mieux. La politique de l'enfant unique, introduite par Pékin en 1979, s'est peu à peu insinuée dans la pyramide des âges chinoise, tant et si bien que le nombre de travailleurs agricoles âgés de 20 à 29 ans sera divisé par deux d'ici 2030. Pire, la Chine est un pays bien plus vaste que le Japon – ce qui signifie que les conséquences planétaires d'une telle crise seront bien plus importantes. Pour l'instant, Pékin a le vent en poupe. Mais pour atteindre un succès durable, la Chine devra comprendre pourquoi le Japon a si mal tourné.

Certaines réponses peuvent se trouver à 400 kms au nord de Tokyo, à Kamaishi. Le dernier fourneau s'est éteint en 1988, et le lieu de naissance de la sidérurgie japonaise est aujourd'hui une somnolente ville de pêcheurs. Kamaishi s'est essayée à de nombreux plans de relance sous le slogan «Ville de l'acier, du poisson et du tourisme». Sur les trois, le poisson reste le plus fiable, mais l'acier et le tourisme peuvent s'allier d'une façon surprenante. Bien que le nombre annuel de visiteurs ait été divisé par deux depuis les années 1990, les hauts fourneaux désaffectés de Kamaishi attirent toujours une race particulière de touristes: les fanas de villes fantômes. Les aciéries de Kamaishi ont même une fois été classées comme les plus belles *haikyo* japonaises, ces ruines des temps modernes.

Pourtant, il semblerait que les adeptes des *haikyo* se lassent aussi de Kamaishi – certains blogs se plaignaient récemment d'un site trop délabré, la «ruine d'une ruine». Le fait d'avoir reçu le «Prix de la zone non-habitable la plus animée» de la Préfecture de Iwate, voici quelques années, n'a pas suffi pour empêcher la population de tomber de 100.000 habitants dans les années 1960 à tout juste 45.000 aujourd'hui. Nippon Steel, jadis premier employeur de la ville, a courageusement essayé d'aider Kamaishi à

passer à autre chose. Mais ses programmes de reconversion professionnelle, comme le remplissage des anciens fourneaux de casiers humides pour y cultiver des champignons shiitake et des orchidées miniatures, n'ont eu que très peu d'effets, et l'entreprise a dû finalement abandonner son territoire le plus emblématique à l'esprit du lieu: en 2001, le Kamaishi Nippon Steel Rugby Club, autrefois magnifique, a été rétrogradé en un club amateur sans affiliation, les Kamaishi Seawaves.

### Un exemple qui hante

A Kamaishi, l'année 1985 est célébrée comme la dernière où le club a remporté le championnat national de rugby; mais pour le reste du Japon, l'anniversaire est celui des Accords du Plaza, un traité sur les taux de change par lequel le pays acceptait –sous forte pression américaine– de renforcer le cours du yen. Les années suivantes, le yen doublait sa valeur par rapport au dollar, étouffant les exportateurs japonais. Certaines usines comme les aciéries de Kamaishi fermèrent, mais une grande partie de l'industrie japonaise réussit à se maintenir à flot en suppliant le gouvernement de baisser les taux d'intérêts et de stimuler l'économie. Des décennies de yen sous-évalué avaient massivement injecté des liquidités dans les réserves japonaises, et quand elles rencontrèrent des taux d'intérêts faibles et une confiance généralisée dans l'idée que le yen ne pouvait que se renforcer, tout cela engendra la bulle spéculative la plus importante de l'histoire. Le Japon ne s'est toujours pas complètement remis à l'éclatement de cette bulle, et son exemple hante depuis les politiques économiques du monde entier. Les banques centrales et les économistes passent le gros de leur temps à éviter que leurs économies ne terminent comme celle du Japon.

Un argument veut que ce soient les États-Unis qui aient forcé le Japon à agir contre son intérêt en acceptant un yen plus fort. Même s'il est vrai que les États-Unis, et d'autres partenaires commerciaux, intimidaient le Japon, ils le faisaient depuis des années. Le Japon céda finalement à leurs demandes en 1985 parce que cela s'accordait en partie à son plan de rééquilibrage économique. Le Japon, aux lendemains de la Seconde Guerre Mondiale, fut le premier pays asiatique à expérimenter un modèle de croissance fondée sur l'exportation, multiplia son PIB par six entre 1950 et 1970, et sortit une masse de gens de la pauvreté plus vite qu'aucun autre pays, mis à part la Chine contemporaine. Le Japon acheva cette remarquable croissance avec un yen faible – qui stimulait les exportations et limitait les importations – et des taux d'épargnes colossaux, sources de financement d'importants investissements en termes d'infrastructures et de capacité manufacturière.

Un effet secondaire malencontreux d'une croissance fondée sur l'exportation et l'investissement est qu'elle étouffe le consommateur. Mais c'est bien là le concept: tout l'exercice consiste à juguler les consommateurs et à bassement rémunérer leur travail afin de stimuler les exportations. Dans le cas du Japon, le même yen sous-évalué qui favorisait les exportations sapait le pouvoir d'achat des consommateurs et le rendement de leur épargne était maintenu artificiellement bas pour permettre aux entreprises et au gouvernement d'obtenir des prêts à faible taux. Et l'infime partie de l'économie qui finissait réellement dans les mains des consommateurs n'avait pas d'autre débouché que le marché domestique lourdement protégé, avec ses biens et ses services d'une qualité désespérément médiocre et ses prix scandaleusement hauts. Quand l'humoriste américain Dave Barry se rendit au Japon en 1991, il fut ainsi étonné de voir des melons à 75\$ dans les rayons des supermarchés.

Cela eut comme effet de générer une économie affreusement bancal. La consommation compte en général pour 65% du PIB dans la plupart des économies de marché modernes, tandis que les investissements sur des valeurs fixes comme les infrastructures et la capacité manufacturière s'élèvent à 15%. En 1970, les chiffres japonais étaient de 48% et de 40%. Pour le dire autrement, les Japonais consommaient relativement peu et investissaient largement dans des fonderies et des gratte-ciels, ce qui ne laissait plus grand-chose pour les poissons et le tourisme. Tardivement, Tokyo réalisa qu'une économie équilibrée devait aussi faire de la place à la consommation et que couvrir le pays d'usines et d'infrastructures n'allait pas faire l'affaire. Le Japon essaya de rééquilibrer lentement son économie durant les années 1970 et au début des années 1980: le yen fut autorisé à se renforcer un peu chaque année, et la consommation accéda à 54% du PIB tandis que l'investissement passait à 28% en 1985.

Après en avoir tant fait, les dirigeants japonais pensèrent en 1985 pouvoir réévaluer sans risque le yen à la hausse. Comme un cadre d'une des plus importantes banques centrales japonaises l'expliquait en catimini plusieurs années plus tard, «*nous avons tenté de promouvoir à la fois les marchés financiers et immobiliers. Avec l'appui de ce filet de sécurité – des marchés à la hausse –, les industries orientées vers l'exportation étaient censées se reconstituer d'elles-mêmes et s'adapter à une économie plus tournée vers l'intérieur. Cet effet de richesse aurait dû se répercuter sur la consommation des ménages.*» Avec le recul,

nous savons aujourd'hui qu'une telle idée était mauvaise. Un yen fort heurta une fragile bulle spéculative qui, en explosant, déchiqueta quasiment toute l'économie japonaise, et beaucoup de Chinois pensent que cela a été prémédité par les États-Unis. Xu Qiyuan, chercheur à l'Académie chinoise des Sciences Sociales, résume ainsi cette opinion largement partagée en Chine. *«C'est une théorie du complot... De nombreux Chinois pensent que les États-Unis ont forcé le Japon à réévaluer leur monnaie afin de faire s'écrouler l'économie et qu'ils cherchent aujourd'hui à faire de même en Chine»*, a-t-il déclaré à Reuters.

En fait, le renforcement de la monnaie japonaise n'aurait pas provoqué un tel effondrement économique si l'économie domestique avait été capable de prendre le relais des exportations. Dans ce cas, les industries tournées vers l'exportation ne se sont pas adaptées à une économie orientée intérieurement parce que l'économie intérieure n'était pas prête à mener la danse. Conçu comme un havre de paix permettant aux Japonais de jouir en toute tranquillité des gains durement gagnés par leurs exportateurs, le Japon domestique refusa une telle concurrence. L'ancien vice-ministre japonais des finances, Eisuke Sakakibara, baptisa le phénomène «économie duale», une économie dans laquelle des exportateurs aguerris aux marchés mondiaux coexistent avec des entreprises domestiques *«très régulées et bénéficiant largement de subsides gouvernementales, ce qui les rend extrêmement peu compétitives»*. Ainsi, la productivité du secteur tertiaire japonais souffrit d'un retard énorme par rapport au secteur manufacturier. N'ayant nulle part de mieux où aller, la Banque du Japon vit s'échapper son argent vers la Bourse et l'immobilier au lieu de financer l'innovation.

### **Des dettes et des mauvais investissements**

Les entreprises japonaises, grosses comme petites, misèrent sur les marchés financier et immobilier, générant d'énormes profits fictifs et cachant leurs faiblesses domestiques. Le Nikkei quadrupla quasiment entre 1985 et 1990, et le prix du m<sup>2</sup> fit de même dans de nombreuses zones du pays, laissant toute latitude aux entreprises pour parfaire leurs profits en investissant en Bourse et dans l'immobilier. Mais lors de la crise, cinq ans plus tard, les entreprises domestiques étaient toujours aussi inefficaces, sauf qu'en plus elles étaient truffées de dettes et de mauvais investissements. Et elles n'étaient pas les seules.

Les exportateurs malheureux ne déposèrent pas le bilan: ils grossirent les rangs des zombies domestiques et se mirent à vendre leurs produits non-compétitifs chez eux. Par exemple, si les téléphones portables japonais ont été à une époque les meilleurs du monde, ils sont aujourd'hui gravement démodés et ne peuvent quasiment plus s'acheter qu'au Japon. Payer trop cher pour des téléphones moches est une chose, mais le soutien intérieur aux produits médiocres s'est même étendu aux médicaments. Les médecins japonais prescrivent des tas de médicaments dépassés dont l'étranger ne veut plus. Par exemple, le Kinedak d'Ono Pharmaceutical, n'a pas reçu l'agrément de la FDA (Federal drug administration) américaine, mais il s'en vend toujours chaque année pour près de 160 millions de dollars au Japon. Un tel chouchoutage de morts-vivants est endémique. La sidérurgie n'est qu'un exemple parmi des centaines d'autres. La fermeture de Kamaishi, en 1988, fut l'exception et le Japon mit vingt ans à diviser par deux sa production d'acier, équilibrant enfin l'offre et la demande.

L'engagement du Japon envers l'harmonie sociale, ou *wa*, a empêché le pays de faire un ménage post-bulle satisfaisant. En 1990, à la veille du boom mondial de la finance et des technologies de l'information, un peu de destruction créative aurait permis au Japon de s'engager sur un chemin plus novateur et plus durable. Ce qui ne pouvait pas mieux tomber alors que la mauvaise démographie japonaise s'enfonçait dans le marasme et que la population en âge de travailler atteignait, en 1995, son plus haut niveau. Moins de travail pour plus de productivité, mais c'était sans compter un cul-de-sac démographique incapable de catalyser des réformes difficiles. A la place, les décideurs firent du sur place tandis qu'une surcapacité massive déprimait les profits et inhibait l'innovation.

### **KO et dans l'impossibilité de se relever**

De tels atteroiements n'ont rien d'étonnant dans un système conçu pour maintenir le statu quo. Bien que le pays soit techniquement une démocratie, le niveau de planification japonaise était tel qu'il n'avait rien à envier à celui de la Chine actuelle. La première planification centrale de l'économie japonaise date du Général Douglas MacArthur, et le pays s'est ensuite peu à peu organisé autour d'une alliance informelle entre les bureaucrates, les capitaines d'industrie et les dirigeants élus, appelée le «triangle de fer». Ce triumvirat n'avait rien à gagner de réformes difficiles. Les faillites et le chômage ne sont jamais ragoûtants,

mais de tels phénomènes sont intolérables pour une élite dont la légitimité dépend de la gestion de l'harmonie sociale.

Si l'explosion de la bulle a mis le Japon KO, une torpeur du nom de *wa* l'a empêché de se relever. Alors que le pays avait l'une des croissances les plus rapides du monde, l'évolution du PIB japonais n'a pas dépassé la barre des 1% par an depuis 1991, et son PIB actuel est le même qu'en 1997. Les exportations, par contre, n'ont quasiment pas bougé d'un iota depuis les Accords du Plaza: malgré un yen fort, les exportations nettes ont même augmenté en 1986 et comptent aujourd'hui pour une part plus importante de l'économie qu'en 1985. Mais sans une économie domestique fonctionnelle, le Japon ne peut prospérer, et le fait est qu'il ne prospère pas. Une surcapacité permanente handicape l'investissement privé et la consommation est la dernière chose à laquelle pensent les consommateurs, poussant le Japon à s'appuyer sur ses exportations, et le gouvernement à dépenser. Après plus de vingt ans de stimuli fiscaux quasi permanents, le Japon ne peut pas s'enorgueillir de grand chose d'autre que du montant de sa dette, soit près de 200% du PIB.

Mais à peine l'hégémonie japonaise venait-elle de quitter les mémoires qu'un nouveau poids-lourd des exportations est apparu. Tout comme le Japon, la Chine finance ses exportations et ses investissements en infrastructures par les économies résultant de la jugulation de la consommation, mais avec des effets bien plus importants. La croissance économique chinoise bat tous les records, tout comme ses déséquilibres.

La Chine est plus dépendante des exportations et de l'investissement que le Japon ne l'a jamais été, et les chiffres évoluent encore dans la mauvaise direction. L'investissement compte pour la moitié de l'économie chinoise tandis que la consommation n'atteint que 36% du PIB – le chiffre le plus bas du monde, bien plus bas que dans d'autres économies émergentes comme l'Inde ou le Brésil. Mais comme l'a montré le Japon, une consommation basse peut mener à une épargne haute, et les citoyens chinois économes, alliés à l'explosion des exportations nettes, ont permis au pays de connaître les excédents courants les plus hauts du monde, trois fois ceux du Japon en 1985.

### **Le gigantisme chinois**

On a beaucoup glosé sur l'excédent commercial chinois, et il serait facile de se perdre dans les chiffres. Dans des périodes comme celle-ci, il est important de se rappeler des dimensions de la Chine –et en termes d'impacts économiques mondiaux, cela ne fait que commencer. Avec un PIB par habitant équivalent seulement au dixième des États-Unis, la Chine est déjà la deuxième économie mondiale. Les dépenses chinoises d'infrastructures influent sur les marchés mondiaux de matières premières, et de nombreux matériaux de base ont ces dernières années battu des records de prix grâce aux efforts d'édification de la nation chinoise. Avec une capacité de production sidérurgique par habitant équivalente seulement à la moitié de celle du Japon lors de son pic de production de 1974, la Chine peut d'ores et déjà capable de produire plus d'acier que les États-Unis, l'Europe, le Japon et la Russie réunis. Et en plus du boom de l'investissement, les exportations nettes chinoises et ses excédents courants permanents provoquent d'importants déséquilibres financiers mondiaux. En 1988, les réserves de change japonaises s'élevaient à 5% du PIB japonais, et à 0,7% du PIB mondial, tandis qu'en Chine, de telles réserves équivalent aujourd'hui à la moitié du PIB chinois et à pas moins de 5% du PIB mondial. Des réserves de cette importance peuvent déséquilibrer l'économie chinoise comme l'économie mondiale.

De telles réserves de change boursoufflées ne se contentent pas d'énervier les partenaires commerciaux; elles augmentent aussi les pressions inflationnistes domestiques. L'inflation est un phénomène dangereux pour un pays encore pauvre et où la majorité de la population ne peut tolérer de payer trop cher des biens de consommation courante, mais c'est une conséquence naturelle de la sous-évaluation d'une monnaie. Tandis que les exportateurs chinois donnent leurs dollars à la Banque centrale chinoise (PBOC), les yuans qu'ils reçoivent en échange augmentent les réserves monétaires domestiques et produisent de l'inflation. Les chiffres officiels de l'inflation augmentent, mais ils ne nous disent pas tous. Un afflux massif de liquidités dans le système crée de nombreuses mini-bulles, comme on le voit par exemple avec cette augmentation par cent du prix de l'ail ces deux dernières années.

### **Des déséquilibres**

En donnant aux exportateurs quatre yuans pour un dollar au lieu de six actuellement, la chose pourrait se régler rapidement, mais la Chine préfère la «stérilisation» à la réévaluation. Dans cette stérilisation, la banque centrale émet des obligations visant à éponger les yuans surnuméraires. Le hic, c'est que les

réserves en dollars de la Chine gagnent des intérêts en dollars, et que si la PBOC paye des intérêts plus forts sur ses propres obligations, elle paye plus d'intérêts qu'elle n'en gagne. Pour éviter l'hémorragie monétaire, la PBOC doit maintenir ses taux d'intérêts bas, à un niveau comparable que celui des États-Unis. Mais les taux d'intérêts américains sont bien trop bas pour la Chine, en particulier avec la hausse des prix alimentaires et les bulles spéculatives émergentes. Le gouvernement a essayé de mettre en œuvre des politiques ciblées telles que le contrôle de certains prix alimentaires, ou la restriction des prêts aux spéculateurs financiers, mais la pression inflationniste est tellement importante que ces initiatives au coup par coup ressemblent à une partie de whack-a-mole [appelé parfois «Chass'taupes», c'est un jeu de foire puis d'arcade consistant à taper sur des taupes sortant de leurs trous de plus en plus vite à mesure que la partie progresse NdT].

L'adoption par la Chine du modèle de croissance japonais dans les années 1990 a largement été acclamé pour son ouverture et sa dérégulation du marché intérieur. Ce nouveau modèle économique a pris forme sous la présidence de Jiang Zemin et de son Premier ministre Zhu Rongji. Ingénieurs de formation, tous deux ont été maires de Shanghai et c'était des technocrates aguerris quand ils sont arrivés au pouvoir, en 1989 pour le premier, et en 1991 pour le second. Au cours de leur mandat, le PIB chinois a grimpé en flèche grâce à ce que l'économiste du MIT, Yasheng Huang, a appelé une «*stratégie de croissance centrée sur des projets d'investissements urbains et d'infrastructures à grande échelle*».

Même s'il ne fait aucun doute que cette nouvelle stratégie ait créé des dizaines de millions d'emplois et des infrastructures nationales reluisantes, les déséquilibres qui s'ensuivent ont provoqué certains problèmes. Huang remarque qu'en endiguant la consommation des ménages et l'activité des petites et moyennes entreprises en faveur d'entreprises nationales et de multinationales triées sur le volet, la croissance chinoise des années 1990 n'a pas suffisamment profité à ses citoyens. «*L'histoire des années 1990 est celle d'un énorme parti pris urbain, d'investissements colossaux dans des entreprises liées à l'État, de la cour aux IDE (investissements directs étrangers) aux dépens des capitalistes locaux, et du financement de l'impressionnant et cosmétique boom urbain par la taxation des catégories les plus pauvres de la population.*»

Les dirigeants chinois actuels, le Président Hu Jintao et son Premier ministre Wen Jiabao, ont manifesté leurs intentions de changer le cours des choses. En fait, beaucoup ont interprété le principe directeur de Hu, celui d'une «société harmonieuse», mentionné pour la première fois en 2005 devant le Congrès National du Peuple, comme un rééquilibrage pur et simple de l'économie en diminuant la part des exportations et des investissements et en augmentant celle de la consommation. Dans un récent compte-rendu, David Cui, co-directeur des recherches sino-hongkongaises à Merrill Lynch, affirme que le but de Hu est «*d'atteindre une croissance plus durable et équilibrée, fondée sur davantage de leviers domestiques*». Pékin avait déjà commencé à calmer le marché immobilier et financier et cela fait partie de sa transition de l'investissement à la consommation, mais la crise mondiale a coupé ces efforts dans leur élan. Au contraire, le gouvernement a dépensé sans compter pour la construction d'infrastructures dont le premier coup de pelle est imminent, afin de soutenir les économies chinoise et mondiale. Mais ces dépenses ont financé de nombreux trompe-l'oeil: du gros œuvre en toc, des centres commerciaux vides, des villes fantômes, et une capacité industrielle désespérément non-compétitive se cachant sous les jupes des gouvernements locaux.

### **Un ensemble de réformes**

Alors que l'économie mondiale a aujourd'hui évité la chute libre, les dirigeants chinois se sont penchés sur tout un ensemble de réformes visant à promouvoir la consommation et à réduire les investissements financiers excessifs. En se servant de tous les outils dont peut se servir une économie planifiée, le gouvernement a supprimé les allègements fiscaux de certaines exportations et en a adjoint d'autres à la recherche et au développement, tandis que les banques ont été priées de limiter leurs prêts et leurs services publics afin d'augmenter les prix de l'énergie pour certaines industries lourdes. En même temps, des nouveaux régimes de retraite, de couverture santé, et même une tolérance accrue envers les négociations syndicales avec les travailleurs sous-payés sont censés accélérer la consommation. Alors que les autorités chinoises ont longtemps regardé avec mépris toute agitation sociale, elles ont récemment changé leur fusil d'épaule après la multiplication des grèves et des revendications salariales. En réalité, dans certains cas, ce sont les autorités locales qui ont négocié pour leurs concitoyens en imposant la hausse des salaires minimum. Des salaires plus hauts sont des cadeaux politiques faciles à faire, mais la multiplication de telles initiatives, même planifiées centralement, peuvent produire de la destruction créatrice.

L'une des résolutions les plus ambitieuses est apparue sur le site web du ministère chinois de l'Industrie et des Technologies de l'Information, un dimanche après-midi d'août. Le ministère a dressé une liste de 2.087 cimenteries, hauts-fourneaux et autres usines devant fermer avant le 30 septembre de cette année. Mais les touristes amateurs d'haikyo feraient mieux de ne pas planifier leurs vacances tout de suite: la version chinoise de la reconversion n'implique généralement pas de casiers humides ni de transformation des établissements en nurseries pour orchidées miniatures comme Nippon Steel l'a fait à Kamaishi; les autorités chinoises sont connues pour dynamiter les usines inutiles afin de s'assurer qu'elles soient fermées pour de bon – et qu'elles ne vont pas ressusciter en conspirant avec les autorités locales, une fois les grosses légumes du gouvernement retournées à Pékin.

### **Des travailleurs mécontents**

Mais les fermetures d'usines sont bien plus faciles à annoncer qu'à réaliser, surtout quand on doit faire face à des travailleurs de plus en plus bruyants, et parfois violents. Au cours de l'été 2009, la vente d'une aciérie possédée par le gouvernement provincial de Henan a été bloquée par les protestations des travailleurs. Le gouvernement a préféré rembourser les 26 millions de dollars d'acompte payé par l'ancien acquéreur plutôt que de prendre le risque de voir se répéter un incident au cours duquel, trois semaines auparavant, des travailleurs en colère avaient battu à mort un cadre venu leur annoncer la restructuration d'une aciérie, dans la Province de Jilin. Ici, Pékin serait avisée d'avalier la pilule d'un coup plutôt que de permettre à un poison amer de tranquillement s'installer et de paralyser toute l'économie, comme ce fut le cas au Japon.

Si la Chine arrive à affronter ces réformes et à consolider sa capacité industrielle, elle se sera oté une grosse épine du pied, mais pour passer véritablement à une économie orientée vers le marché domestique, Pékin devra encore développer un secteur tertiaire compétitif. Et c'est une tâche bien plus rude. Le consensus envers une telle évolution n'existe pas encore car de nombreux chinois sont fermement attachés au modèle de croissance des années 1990. Mei Xinyu, chercheur à l'Académie chinoise de commerce international, une branche du Ministère de l'Industrie a récemment écrit que *«l'industrie manufacturière peut proposer suffisamment d'emplois aux Chinois et aussi largement distribuer les bénéfices de la croissance économique»*. De fait, le secteur des services est le meilleur pour ces deux objectifs.. Le FMI (Fond Monétaire International) a récemment trouvé que les bénéfices de la croissance ne sont pas équitablement distribués aux travailleurs dans des économies reposant sur un fort secteur manufacturier; l'augmentation des salaires n'a pas tendance à suivre le rythme des gains de productivité dans des pays comme la Chine et le Japon, où la productivité tertiaire est très à la traîne par rapport à la fabrication.

Non pas que le rapport du FMI fasse une énorme différence –mais quand les salaires commenceront à prendre du retard et les masses à comprendre que leurs efforts ne sont pas récompensés, Pékin devra alors passer à l'action. Un tel changement ne sera certainement pas des plus faciles à opérer. Des secteurs tertiaires dynamiques ne sont en général pas compatibles avec des économies centralisées, car les économies de services sont en général très imprévisibles. Les technocrates peuvent calculer la différence de bénéfices qu'il y aura à construire un pont et un aéroport, puis choisir ou non de le construire – mais il est bien plus difficile de décider d'en haut de la création du prochain Facebook ou de l'avènement d'un secteur de petites entreprises florissant.

En Chine comme au Japon, la finance, les médias et d'autres services-clé sont considérés comme trop sensibles pour la concurrence libre, et leurs acteurs ont partie liée avec le gouvernement via le paiement d'onéreux droits d'entrée. Ce n'est pas un hasard si le Japon a la productivité tertiaire la plus basse de tout le G7, et l'une des plus basses dans l'OCDE. Pour leur part, les banques chinoises nationalisées et lourdement protégées ne visent pas seulement à réduire le nombre de leurs concurrentes mais, via leurs capacités de prêts, elles handicapent la compétition dans d'autres secteurs en accordant des taux préférentiels à des entreprises appartenant souvent elles aussi à l'État chinois. Une récente étude de Li Cui, membre de l'Autorité monétaire de Hong Kong, a montré que les petites entreprises chinoises ont moins accès aux crédits et payent des intérêts plus élevés que les entreprises plus importantes. Un article récent de la revue Finance and Development [Finance et développement] du FMI conclut que l'ouverture du marché bancaire chinois à la concurrence étrangère pourrait avoir des effets positifs radicaux sur toute l'économie.

Bien qu' aucune de ses réformes ne soit facile, le tic-tac de l'horloge démographique chinoise les rend urgentes. La politique chinoise de l'enfant unique a produit d'importants dividendes démographiques dans les années 1980 et 1990, en diminuant progressivement le nombre de personnes dépendantes de celles en âge de travailler. A partir de 2015, cependant, la Chine souffrira de l'effet inverse –un nombre de personnes

âgées grandissant et de moins en moins de jeunes travailleurs pour les soutenir. «*La Chine a toujours été pionnière en matière de transition démographique*», s'amuse un récent compte-rendu de l'ONU.

Quand la population chinoise en âge de travailler atteindra son plus haut niveau, en 2015, ce sera vingt ans après que le Japon a touché le sommet de la vague, mais la Chine le fera à un niveau de prospérité bien moindre que celui du Japon à l'époque. La dure réalité est celle-ci: **le Japon est devenu riche avant de devenir vieux, et la Chine sera vieille avant d'être riche.**

### **De l'avantage de l'âge**

L'urbanisation peut contenir le pic démographique des travailleurs, mais la moitié de la population rurale chinoise a plus de 65 ans. De nombreux jeunes fermiers ont d'ores et déjà rejoint les villes et leurs emplois manufacturiers. En réalité, le nombre de personnes âgées de 20 à 29 ans et pouvant fournir une source importante de travailleurs à bas prix a déjà commencé à diminuer et sera divisé par deux d'ici 2030. Mais ce n'est pas forcément une mauvaise chose: une société âgée peut aussi permettre un rééquilibrage économique. La qualité de l'emploi l'emportera bientôt sur sa quantité tandis qu'une population plus âgée et plus riche cherchera des soins médicaux, des projets financiers et d'autres services. Si la Chine ne vieillissait pas aussi vite, elle aurait pu rester tranquille et retarder son rééquilibrage encore longtemps. Mais le trio composé d'un yuan sous-évalué, de surinvestissement et d'une population vieillissante pointant à l'horizon pousse les autorités chinoises à se ressaisir, et vite.

L'histoire a donné à la Chine une opportunité que le Japon n'a pas eu. Les Japonais n'ont tenté aucun rééquilibrage sérieux de leur économie avant que celle-ci ne soit bien développée, sclérosée et allergique au changement. Donc quand les carottes de leur vieux modèle économique furent cuites, le Japon s'est décomposé plutôt que de se rééquilibrer. Dans un sens, la crise financière mondiale est du pain béni pour la Chine. En rappelant à la Chine qu'un leadership fondé sur l'exportation implique de dépendre de la fiabilité des économies étrangères, la crise a rendu concevable un pénible rééquilibrage. Ce n'est pas par altruisme que la hausse du yuan s'est accompagnée d'augmentations salariales et d'autres mesures de rééquilibrage. Un léger relâchement du contrôle sur les médias et les services pourrait être la prochaine étape. La dérégulation du secteur des services est une proposition politique qui peut paraître effrayante, mais peut-être moins que l'idée de se voir la source des exportations se tarir .

Comme une (très grande) Kamaishi, la Chine risque de n'avoir aucun recours quand son essor industriel aura fait son temps. Mais l'histoire ne se répète pas forcément, et les dirigeants chinois semblent déterminés à tracer une voie de développement plus durable pour leur pays. Tout ce qu'il leur reste à faire, c'est de s'y engager.

**Ethan Devine**

**Traduit par Peggy Sastre**